



Octobre 2017 - n° 2017/316

Synthèses

En France et en Europe, une reprise progressive de la collecte de lait au cours du premier semestre 2017, stimulée par le redressement des prix du lait

Depuis juin 2017, la collecte mondiale de lait repart à la hausse sur un an, en particulier en Nouvelle-Zélande et dans l'Union européenne dans un contexte de prix du lait porteur et de demande chinoise dynamique. La reprise est cependant plus lente en France, en raison notamment de la réduction du cheptel laitier et d'un manque de fourrages, mais la collecte s'est rapprochée durant l'été de son niveau de 2016 et le dépasse depuis quelques semaines. Alors que le coût des aliments est quasiment stable au 1^{er} semestre 2017, les prix français à la production du lait de vache se redressent fortement, en juillet, sous l'effet de l'amélioration générale des marchés et de la flambée des prix du beurre qui battent des records compte tenu d'une offre insuffisante. En revanche, ceux de la poudre de lait écrémé pâtissent encore d'une demande atone et de stocks européens très importants.

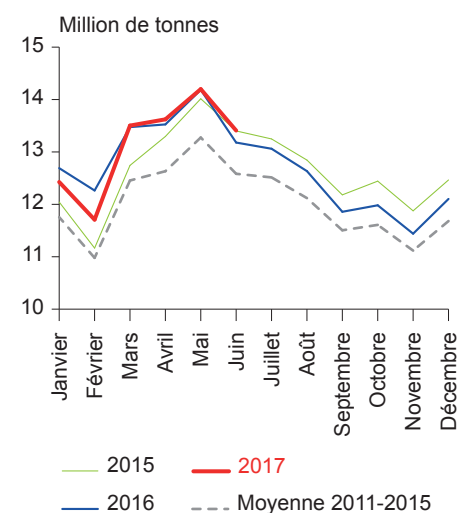
Une collecte mondiale et européenne en hausse à la fin du 1^{er} semestre 2017

Après une baisse continue depuis mai 2016, la collecte mondiale de lait affiche une légère croissance au 1^{er} semestre 2017 sur un an (+ 1 %), notamment pour les principaux pays exportateurs de produits laitiers (États-Unis, Nouvelle-Zélande et Union européenne). Déjà dynamique en 2016, la collecte s'accroît de 1,4 % aux États-Unis. En Nouvelle-Zélande, après une année 2016 et un début 2017 en recul, elle repart à la hausse depuis mars 2017, favorisée par un rebond des prix du lait depuis le second semestre 2016, augmentant ainsi de 3,7 % sur un an au 1^{er} semestre 2017. En Australie en revanche, elle diminue de près de 4 % sur la même période.

Au niveau européen, la collecte de lait de vache s'établit quasiment au même niveau au 1^{er} semestre 2017 qu'en 2016 sur la même période (- 0,6 %). En baisse en début d'année 2017 (- 2,2 % en janvier sur un an), elle dépasse les volumes de 2016 en mars et avril 2017 et s'accroît de 1,8 % sur un an en juin où elle atteint quasiment le niveau record de 2015, avec 243 000 tonnes de plus qu'en juin 2016 (+ 6,6 % par rapport à la moyenne 2011-2015) (graphique 1).

Trois pays producteurs enregistrent des évolutions particulièrement dynamiques au 1^{er} semestre 2017 : l'Irlande (+ 6,9 % sur un an), la Pologne (+ 4,1 %) et l'Italie (+ 1,8 %), contribuant ainsi aux trois-quarts de la hausse de la collecte en juin. À l'inverse, la collecte diminue pour les quatre principaux producteurs

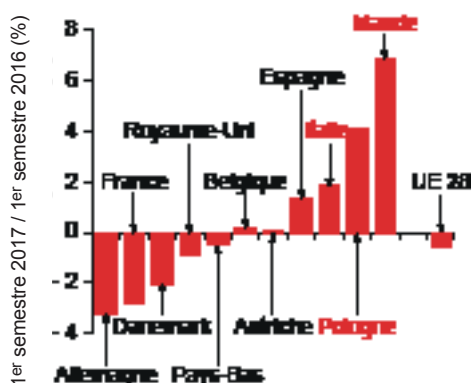
Graphique 1
En juin 2017, la collecte laitière européenne retrouve son niveau de 2015



Source : Eurostat

européens : l'Allemagne, leader européen (20 % de la collecte européenne) en baisse de 3,2 % par rapport au 1^{er} semestre 2016, la France, deuxième producteur (16 % de la collecte) en diminution de 2,8 %, enfin le Royaume-Uni et les Pays-Bas, respectivement aux troisième et quatrième rangs européens (10 % et 9 % de la collecte), en recul moins

Graphique 2
Au 1^{er} semestre 2017, des évolutions particulièrement dynamiques en Irlande, Pologne et Italie



Source : Eurostat

marqué (graphique 2).

Depuis juin 2017, le prix du lait renoue avec la hausse en Europe

Après le redressement à partir de la mi-2016, suivi d'une relative stabilité en début d'année 2017 (mais en forte progression par rapport au niveau bas de 2016), le prix du lait à teneurs réelles augmente nettement en juillet dans l'Union européenne, atteignant 345 € pour 1 000 litres contre 257 € en juillet 2016 (graphique 3). Hors des frontières de l'Union, le prix du lait se maintient à des niveaux élevés aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande. Soutenu par une consommation intérieure dynamique et des exportations facilitées par la faiblesse du dollar, il est supérieur de 23 % à celui de 2016 aux États-Unis en juin 2017, tandis qu'en Nouvelle-Zélande, le prix du lait bondit de 46 % en juin 2017 par rapport au niveau extrêmement bas de juin 2016,

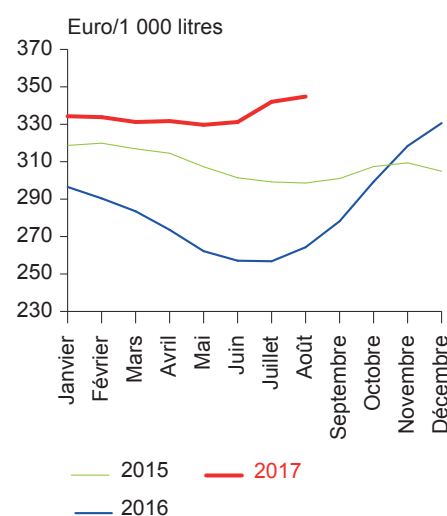
favorisant la reprise de la collecte.

Hausse des fabrications de fromage et de crème en Europe

Dans un contexte de disponibilités réduites en lait, les fabrications sont contrastées depuis le début de l'année 2017 dans l'Union européenne. Les fabrications de beurre et de lait conditionné diminuent au 1^{er} semestre 2017 sur un an (respectivement - 2,4 % et - 5,8 %) confirmant la pénurie de matière grasse et la flambée des prix. Celles de poudre de lait écrémé (réengraissée ou inférieure à 1,5 % de matière grasse) se replient également (- 4,1 %) au sein d'une filière marquée par la chute des prix, une demande atone et des stocks européens records.

À l'inverse, les fabrications de crème conditionnée sont en hausse au 1^{er} semestre 2017 sur un an (+ 2,8 %), portées par une production allemande dynamique (+ 7,7 %) ainsi, qu'à un moindre degré, celles de lait concentré, yaourt et fromage (respectivement + 0,3 %, + 0,9 % et + 1 % par rapport à 2016). En juin 2017, les fabrications de poudre grasse (contenant 1,5 % ou plus de matière grasse) se replient de 2,1 %, tout en se maintenant légèrement au-dessus de 2016 au 1^{er} semestre (+ 0,6 %).

Graphique 3
Hausse des prix du lait en Europe depuis juin 2017



Source : Commission européenne - Milk Market Observatory

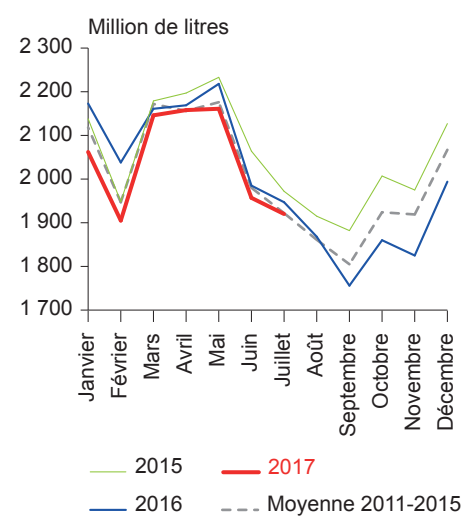
Hausse des exportations européennes de produits laitiers vers la Chine

Au 1^{er} semestre 2017, les exportations européennes de produits laitiers vers la Chine s'accroissent, à l'exception des caséines et caséinates (- 18 % en volume par rapport à 2016). Les ventes augmentent de près de 50 % pour la poudre de lait écrémé (à 28 000 t), de 13 % pour la poudre de lactosérum (à 35 000 t) et de 21 % pour le lactose (à 12 000 t). Les exportations de fromage sont particulièrement dynamiques sur la première moitié de l'année (+ 30 %) mais pâtissent depuis septembre dernier d'un blocage par les autorités sanitaires chinoises de l'entrée sur leur territoire de certains fromages, en particulier les fromages à pâte molle (comme le camembert) ou à pâte persillée (bleu de Bresse).

Une reprise plus lente de la collecte en France

Au 1^{er} semestre 2017, la collecte française de lait de vache s'établit à près de 12,4 milliards de litres, inférieure de 2,8 % à celle de 2016 (graphique 4). La baisse sur un an est cependant un peu moins marquée qu'au semestre précédent (- 5,3 % au

Graphique 4
En 2017, la collecte française de lait de vache demeure en deçà des niveaux de 2015 et 2016



Source : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

2^e semestre 2016 par rapport à 2015), compte tenu en particulier des difficultés climatiques, de la réduction du cheptel et de l'aide à la réduction volontaire de la production laitière mise en place en Europe au dernier trimestre 2016.

La collecte laitière reprend progressivement, grâce notamment

à un prix du lait en hausse et des fourrages de meilleure qualité. En juillet 2017, la baisse n'est plus que de 1,4 % sur un an, contre 5,1 % six mois plus tôt. La collecte se rapproche des volumes assez bas de 2016, tout en restant encore en deçà du niveau élevé de 2015 (- 2,6 % en juillet 2017 par rapport à juillet 2015).

Le prix du lait repart à la hausse en France

Après avoir atteint en juillet 2016 son plus bas niveau depuis avril 2010 (à 295 € les 1 000 litres), le prix moyen du lait versé aux producteurs français de lait (prix à teneurs réelles – toutes qualités confondues) s'est redressé progressivement à partir d'août 2016, jusqu'à dépasser, à partir de novembre, son niveau de 2015 (graphique 6). Au 1^{er} semestre 2017, le prix du lait progresse de 34 € en moyenne pour 1 000 litres par rapport à 2016, se rapprochant du prix moyen sur la période 2011-2015 (- 2,4 %). En juillet 2017, tout en demeurant en retrait par rapport à la moyenne européenne, le prix moyen du lait en France s'accroît significativement : + 19,3 % par rapport aux prix de juillet 2016, soit 56 € de plus pour 1 000 litres atteignant les 351 € pour 1 000 litres. À l'été 2017, les producteurs français ont pu bénéficier d'une revalorisation saisonnière des prix du lait, dans un contexte de flambée du prix du beurre.

Des stocks de poudres de lait écrémé toujours au plus haut dans l'UE

Dès le début de la crise laitière mi-2014, la Commission européenne a activé les dispositifs d'intervention publique et mis en place les aides au stockage privé pour la poudre de lait écrémé, le beurre et le fromage. Les mesures d'intervention publique ont ensuite été prolongées à plusieurs reprises, perdurant jusqu'en septembre 2017 pour la poudre de lait écrémé. Les produits fabriqués offerts par les opérateurs et achetés à l'intervention ont alors été stockés par les États membres pour le compte de l'Union européenne.

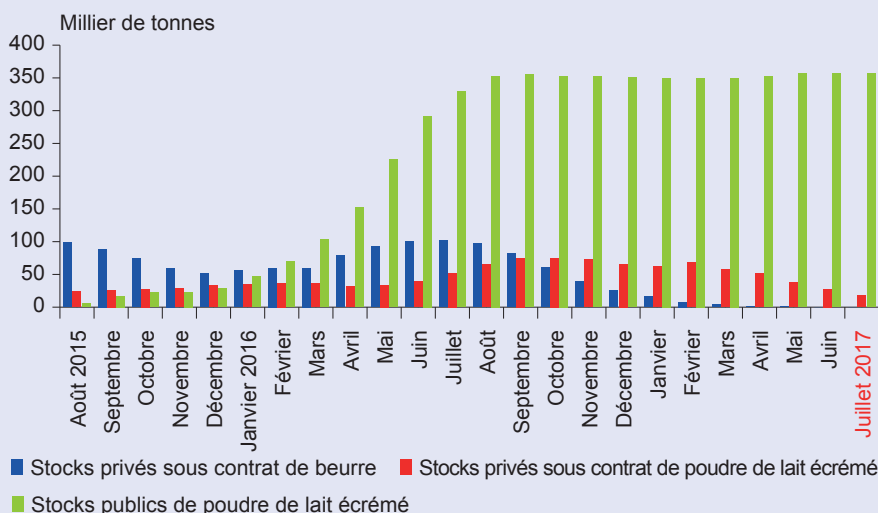
En juillet 2017, le niveau des stocks publics de poudre de lait écrémé s'établit à plus de 357 000 t, soit le niveau le plus élevé depuis 1991, la demande toujours insuffisante en protéines laitières par rapport à l'offre n'ayant pas

permis de résorber les stocks de poudre maigre (graphique 5). Les opérateurs français sont les premiers bénéficiaires de ces mesures (18,8 % des stocks publics de poudre de lait écrémé), suivis de près par les opérateurs belges (18 %).

En revanche, l'aide au stockage privé pour la poudre de lait écrémé a été suspendue en février 2017. Pour le beurre, l'aide au stockage privé a pris fin en septembre 2016 (fin des entrées), à la suite d'une demande internationale croissante tirant les prix vers le haut et incitant les opérateurs européens à déstocker massivement : le niveau des stocks bénéficiant d'une aide au stockage privé est ainsi retombé à 227 t en juillet 2017, contre 102 000 t un an auparavant.

Graphique 5

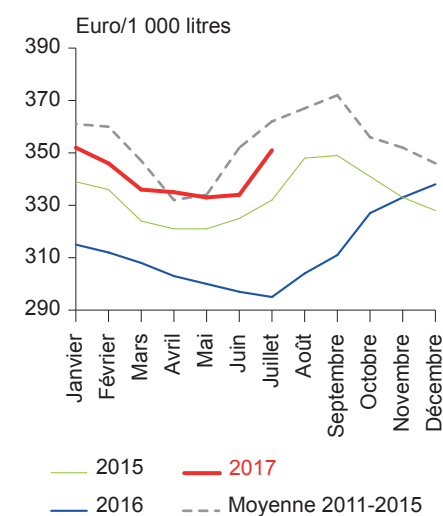
Des évolutions contrastées dans le stockage du beurre et de la poudre de lait écrémé en Europe



Source : Commission européenne - Milk Market Observatory

Graphique 6

Les prix français à teneurs réelles du lait de vache remontent fortement en juillet 2017



Le prix moyen du lait de vache est le prix versé aux producteurs quelle que soit la qualité du lait (prix du lait à teneurs réelles en matière grasse et matière protéique).

Source : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

Le coût des aliments se stabilise alors que le prix du lait augmente

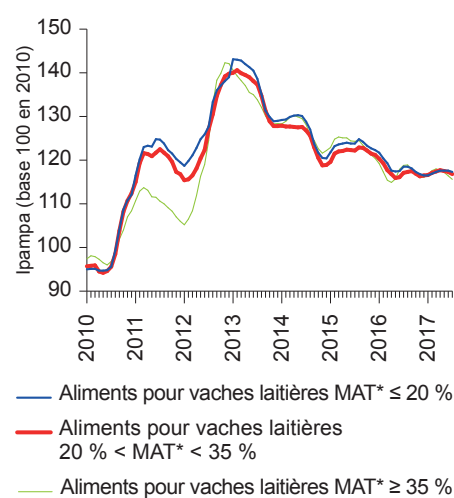
Après une année 2016 en forte baisse (- 11 % par rapport à 2015) liée au fort recul de la collecte et aux difficultés de trésorerie des exploitations, la production d'aliments composés pour vaches laitières s'accroît de 1,9 % sur un an, en France, au 1^{er} semestre 2017. Cette hausse se confirme en juillet, avec des fabrications en augmentation de 3,5 % par rapport à 2016, le manque de fourrages dû au déficit hydrique du début d'année ayant favorisé le recours aux aliments composés achetés.

Parallèlement, de janvier à juillet 2017, le coût des aliments baisse de 0,3 % en moyenne par rapport à 2016. Après les sommets atteints en 2012 et 2013, il se réduit fortement, se stabilisant même quasiment depuis avril 2016 (*graphique 7*).

Dans ce contexte, le différentiel entre le prix du lait payé au producteur et le coût de l'alimentation animale s'améliore (*Le prix de compensation du coût d'aliment dans les filières d'élevage, Agreste Conjoncture, Coût de production, septembre 2017, n° 9/12*).

Graphique 7

Le coût des aliments pour vaches laitières se stabilise depuis un an



* MAT = Matière azotée totale.

Source : Insee, Agreste - Indice du prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa)

Dans un contexte de repli de la consommation intérieure, les fabrications françaises de produits de grande consommation diminuent

Au 1^{er} semestre 2017, toutes les fabrications de fromage fléchissent sur un an : - 4 % pour les fromages frais, - 2 % pour les fromages à pâte pressée cuite et non cuite et - 1 % pour ceux à pâte molle. Seules les fabrications de fromage à pâte persillée s'accroissent par rapport au 1^{er} semestre 2016 (+ 1 %).

En juillet 2017, le recul des fabrications se poursuit, sauf pour les fromages à pâte pressée cuite (+ 7 % sur un an) et à pâte persillée qui restent stables. Le repli est très marqué pour les fabrications de poudre de lait écrémé, qui chutent de 15 % en juillet, confirmant le repli affiché au 1^{er} semestre (- 9 %) en lien avec la baisse des disponibilités en lait et les prix bas de la poudre de lait écrémé. Les fabrications de lait conditionné et de beurre se contractent de 9 % en juillet, à l'image des baisses enregistrées au 1^{er} semestre (respectivement - 6 % et - 8 %). Cette même tendance est à l'œuvre pour les yaourts et desserts lactés frais, avec - 4 %, après une baisse de 3 % au 1^{er} semestre 2017. Enfin, les fabrications de crème conditionnée affichent - 1 % en juillet, après + 3 % au 1^{er} semestre.

Ces baisses des fabrications s'inscrivent dans un contexte de contraction de la consommation des ménages à domicile, déjà observée en 2016 : baisse des achats de lait conditionné, de yaourts et de crème conditionnée. Même le beurre, dont la consommation a augmenté jusqu'au début 2017, enregistre un repli des achats depuis avril, en raison des prix élevés et de disponibilités réduites. Les achats de fromage, quasiment stables, font exception (+ 0,1 % en volume en juillet par rapport à 2016).

Recul des exportations françaises de fromage vers la Chine

Au 1^{er} semestre 2017, les exportations françaises sont majoritairement en

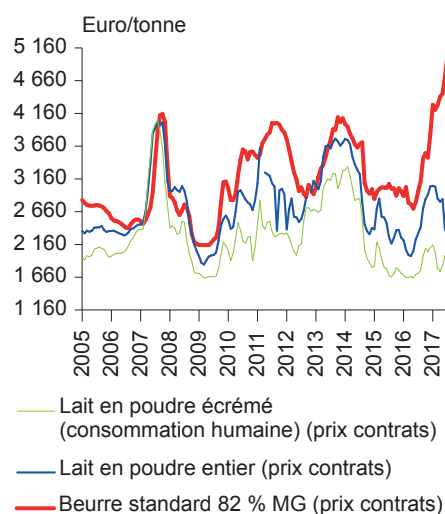
baisse sur un an. C'est le cas en particulier des yaourts et desserts lactés frais dont les ventes diminuent de 6 %, comme en 2016 à la même période (- 3 %). Les exportations de poudre de lactosérum se replient également de 6 % tandis que celles de caséines et caséinates, après avoir quasiment doublé en 2016, chutent de près d'un tiers au 1^{er} semestre. Les ventes de beurre se contractent mais moins fortement qu'en 2016 à la même période (- 2 % contre - 11 % en 2016). La situation des exportations de fromages varie selon les produits : en baisse pour les fromages à pâte pressée non cuite et les fromages fondus (respectivement - 9 % et - 3 %), et en hausse pour les fromages frais (+ 6 %), ou à pâte pressée cuite (+ 5 %) ainsi que ceux à pâte molle (+ 4 %).

La France, comme l'ensemble de l'UE, est toujours pénalisée par la fermeture du marché russe, à la suite d'une nouvelle prolongation de l'embargo jusqu'à la fin de l'année 2017. Les exportations vers les pays tiers augmentent, notamment vers la Chine, mais ne permettent pas de compenser les pertes de marché avec la Russie et la situation est inégale selon les destinations et les produits. À l'exclusion des fromages (frais et fondus) en réduction de près de deux tiers au 1^{er} semestre 2017, les exportations des autres produits sont plutôt dynamiques vers la Chine. En particulier, les exportations de poudre écrémées et grasses triplent en volume depuis le début de l'année, tout comme celles des desserts lactés de conserve. Les ventes de crème conditionnée augmentent de 19 % sur un an, tandis que celles de poudre de lactosérum diminuent de 4 % en volume. Vers l'Algérie, les volumes exportés progressent fortement pour les poudres de lait écrémées et grasses, (+ 30 % après une baisse de 3 % l'an dernier à la même période) et les desserts lactés de conserve (+ 21 % après - 4 % en 2016). En revanche, sur un marché qui reste encore marginal, les ventes de fromage vers l'Algérie diminuent depuis le début l'année (- 38 %).

Le prix du beurre continue de s'envoler alors que celui de la poudre écrémée passe en dessous du prix d'intervention

Soutenu par la pénurie d'offre, le prix du beurre français connaît une envolée depuis août 2016, à l'image du cours européen et mondial. En juillet 2017, il est supérieur de près de 70 % par rapport au même mois de l'année précédente continuant de s'envoler durant l'été, jusqu'à approcher les 6 800 €/t début septembre et dépasser le prix du beurre européen, à 6 400 €/t (*graphique 8*). Compte tenu de la demande toujours plus élevée et de la pénurie persistante, le prix du beurre devrait rester élevé au cours des prochains mois.

Graphique 8
Envolée des prix du beurre français depuis le 2^e semestre 2016



Source : FranceAgriMer d'après enquête FranceAgriMer/ATLA

Après une forte baisse au cours du 1^{er} semestre 2017, le prix de la poudre grasse est remonté au cours de l'été à plus de 3 000 € la tonne, supérieur de 31 % en juillet 2017 à son cours de 2016. Pour la poudre de lait écrémé, en revanche, le marché tarde à revenir à l'équilibre. Comme pour le beurre et la poudre grasse, le cours est reparti à la hausse en août 2016, atteignant même un pic début janvier 2017 mais il se replie ensuite, pénalisé par des stocks européens très importants. Début septembre 2017, le prix français de la poudre de lait écrémé s'établit à 1 650 € la tonne, soit en deçà du prix européen d'intervention fixé à 1 698 € la tonne.

Sources, définitions et méthodes

Sources

- L'enquête mensuelle laitière (EML) réalisée par FranceAgriMer et le Service de la Statistique et de la Prospective (SSP) du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation pour les données de collecte de lait, de prix du lait et de fabrication de produits laitiers. C'est une enquête administrative depuis janvier 2016 en application du décret 2015-729 du 24 juin 2015 relatif aux informations de suivi économique dans le secteur du lait et des produits laitiers. Elle permet de répondre notamment aux obligations réglementaires européennes de la directive 96/16/CE sur les statistiques laitières et contribue à la réponse au règlement 1165/98 sur les statistiques conjoncturelles (Ipi).
- Les statistiques de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI) pour les données sur le commerce extérieur
- La Commission européenne pour les données de prix du lait, quantités fabriquées dans les États membres et stocks
<http://ec.europa.eu/eurostat/fr/data/database>
http://ec.europa.eu/agriculture/milk-market-observatory/latest-statistics/productions-stocks_en.htm
- L'enquête FranceAgriMer/ATLA pour les prix des produits industriels.

Définitions - Méthodologie

■ Calcul du prix du lait de vache :

Le prix à teneurs réelles est le prix du lait réfrigéré départ exploitation, toutes primes comprises et toutes qualités confondues, à teneurs réelles en matière grasse et matière protéique. Ce prix s'entend TVA non comprise, cotisations non déduites. Les avances ou récupérations d'avances sont comprises. Il se calcule en rapportant le total des paiements aux producteurs à la quantité collectée.

Les prix moyens diffusés prennent en compte tous les types de laits : lait non bio et non AOP, lait bio, lait pour productions AOP. Le prix moyen est la moyenne des prix individuels (prix des répondants et prix estimés des non répondants) pondérée par la collecte.

Pour en savoir plus

Toutes les informations conjoncturelles et structurelles sur le lait sont disponibles à parution sur le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

- - dans la rubrique « Conjoncture - Lait » pour les publications Agreste Conjoncture
- - dans la rubrique « Conjoncture - Séries mensuelles (bulletin) - Lait » pour les principales séries chiffrées

Les dernières publications parues sur le thème sont :

- « Le prix de compensation du coût de l'aliment dans les filières d'élevage », Agreste Conjoncture, Coûts de production, n° 9/12, septembre 2017
- « Baisse de la collecte de lait de vache en juin 2017 », Agreste Infos Rapides Lait, n° 8/11, septembre 2017

Résultats définitifs 2016 de l'enquête annuelle laitière sur le site Agreste :

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/entreprises-agroalimentaires/enquete-annuelle-laitiere/>

Organismes et abréviations

ATLA : Association de la Transformation Laitière Française

AOP : Appellation d'Origine Protégée



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP

Site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot

Rédacteur : Anne Calvino

Composition : SSP

Dépôt légal : À parution

© Agreste 2017

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole

www.agreste.agriculture.gouv.fr